

SAVOIE, lancement de campagne réussi (p. 3)

COMMUNISTES

Manouchian

Le programme des 20 et 21 février (p. 6)

#Européennes2024 Réunion publique : Léon Deffontaines et Fabien Roussel à Chambéry !



Vidéo

#Européennes2024
Réunion publique :
Léon Deffontaines
et Fabien Roussel
à Chambéry !

Alzheimer

Stéphane Courtois, qu'on ne présente plus, cosignait en 1989 un essai intéressant, «Le sang de l'étranger », avec MM. Peschanski et Rayski, ouvrage qui réfutait catégoriquement des accusations adressées au PCF, selon lesquelles ce parti aurait abandonné Misak Manouchian à son sort. Cet aveu à l'époque a dû lui coûter mais prenons-en acte. Or, dans le dernier numéro du *Point*, revoici Courtois qui réaffirme sans vergogne que le PC effacerait la mémoire de Manouchian. Est-ce le camarade Alzheimer qui aurait frappé notre soviétologue ?

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

*"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



"Léon Deffontaines, tête de liste aux élections européennes et Fabien Roussel, secrétaire national du PCF en visite sur le chantier du Lyon-Turin" 08/02/24 Photo : Adeson Ngoumnaï

Pour faire connaître vos initiatives,
faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

15 février, à partir de 17h30 : Les communistes de la CASA (Communauté d'agglomération Sophia Antipolis) organisent une journée d'hommage à Missak et Mélinée Manouchian et aux FTP-MOI. Au programme : projection d'un film retraçant l'histoire du « Groupe Manouchian », débats et échanges, exposition photos et documents, stands d'associations, buffet... Espaces du Fort Carré, Antibes (06)

17 février, à partir de 15 h : La fédération de Haute-Marne, avec la ville de Joinville, organise une exposition sur le groupe Manouchian, suivie à 16 h de la projection du film « Nous étions des Combattants ». Une conférence sur la Résistance en Haute-Marne, animée par un journaliste local, débutera à 18 h. Entrée libre. Salle des Fêtes Raymond-Hanin, Joinville (52)

17 février, à partir de 15 h 30 : Europe sociale et écologique ou États-Unis bourgeois d'Europe ? Café-débat avec intervention de Mathieu Dubois, secrétaire de la JC Paris. Bar Mistral Gagnant (75018)

20 février, à partir de 19 h : « Avec Manouchian » : Table ronde : Astrig Atamian (historienne), Olivier Barbarant (poète), Didier Daeninckx (romancier), Pierre Dharréville (député), Serge Wolikow (historien) ; Manouchian poète – avec le concours de la revue *Europe* - dialogue entre Stéphane Cermakian (traducteur des poèmes de Manouchian, éd. du Seuil) et Jean-Baptiste Para (poète, traducteur, directeur de la revue *Europe*). Lectures par Serge Avédikian. Temps musical. Pierre Dharréville, Chouchane Djergaian & Guillaume Garnier de Barros. Siège national du PCF (75019)

21 février, à partir de 10 h : Hommage des

communistes à Manouchian : Ouverture, Igor Zamichiei coordinateur de l'exécutif national du PCF ; Le PCF et l'internationalisme, Yvette Lucas, Amicale des vétérans ; Les communistes et la nation France, Assan Lakehoul, secrétaire général du MJCF ; Les communistes dans la Résistance et les conquêtes de la Libération, Pierre Ouzoulias, vice-président du Sénat, sénateur des Hauts-de-Seine. Au siège national du PCF (75019)

21 février, à partir de 16 h : Rassemblement organisé par le PCF et la CGT devant la dernière planque de Missak Manouchian, avec prises de parole de Fabien Roussel et Sophie Binet. 11 rue de Plaisance (75014)

21 février, à partir de 18 h : La section de Charleville-Mézières organise une soirée hommage aux époux Manouchian dans le cadre de leur panthéonisation : rassemblement place Ducale, défilé jusqu'à la fédération, puis à 19 h la diffusion du film « Les FTP-MOI dans la Résistance » suivie d'un débat. Charleville-Mézières (08)

21 février, à partir de 18 h 30 : Panthéonisation des époux Manouchian : la fédération du Loiret organise des tables rondes sur les Manouchian et la Résistance ainsi que sur la loi immigration. Moments culturels et buvettes également prévus. Salle Eiffel, Orléans (45)

21 février, à partir de 20 h : Projection du film de Robert Guédiguian « L'armée du crime », organisée par la Fédération du Haut-Rhin, suivie d'un débat animé par Joseph Simeoni, membre du PCF et professeur d'histoire. Cinéma Bel Air, Mulhouse (68)

Un lancement de campagne réussi en Savoie pour Léon Deffontaines

Les 7 et 8 février, Léon Deffontaines et Fabien Roussel se sont rendus en Savoie. Après une première rencontre avec les élu·es et acteurs locaux pour échanger sur les problématiques liées au département, puis une rencontre publique réussie qui a réuni plus de 250 personnes à Chambéry, la tête de liste aux européennes et le secrétaire national se sont rendus en Maurienne pour deux visites symbolisant notre vision de l'UE.

La première à la centrale hydroélectrique de Super Bissorte à la Praz. Créée dans les années 30 et reconfigurée en 1980, elle est l'une des plus puissantes centrales de France. Cette centrale est cruciale pour la vallée et le pays ; pourtant, sous pression de Bruxelles, le gouvernement envisage de la privatiser comme 150 autres sur le territoire. Alors que les questions de mix énergétique ENR/nucléaire et la sortie du marché européen de l'énergie sont sur le devant de la scène, Léon Deffontaines est venu rappeler notre attachement à un service public de l'énergie, de la production jusqu'à la distribution. Un levier important pour réindustrialiser notre pays et faire baisser les factures des Françaises et Français. Suite à cette visite, Léon Deffontaines est allé à la rencontre des salariés et syndicalistes cheminots et énergéticiens du bassin qui ont été à la manœuvre dans la mobilisation contre la réforme des retraites l'an passé. Pierres angulaires d'un service public de qualité, ces salarié·es voient leurs conditions de travail se détériorer et déplorent le manque d'investissements nécessaires et la casse de leur outil de travail.

Pour conclure ce tour de Maurienne, Léon Deffontaines et Fabien Roussel se sont rendus sur le chantier du tunnel de base du Lyon-Turin. Un investissement écologique qui fait couler beaucoup d'encre ces derniers temps (les dirigeants de la FI, EELV et le RN se positionnant contre le projet) et dont le gouvernement aura peiné à prendre une décision sur les voies d'accès, pourtant nécessaires, risquant de nous faire perdre les subventions européennes.

Ce projet, chaînon manquant du corridor fret méditerranéen, permettra de relier la péninsule ibérique à l'est de l'Europe et fera ainsi disparaître jusqu'à 20 millions de tonnes de marchandise de nos routes. Un projet de ligne fret à grande vitesse qui permettra de privilégier le transport de passagers sur la ligne historique avec un cadencement des trains voyageurs.

Rappelons que chaque année, en Savoie, près de 200 décès prématurés sont liés aux particules fines des véhicules et que l'autoroute, qui passe en bordure du Parc national de la Vanoise et du Parc du Grand Paradis (plus grande réserve naturelle d'Europe), a aussi une incidence sur sa faune et sa flore.



Dernier point d'importance, avec l'énergie des barrages, cette ligne redonnera aussi de l'attractivité à la région pour la relocalisation des usines et sa réindustrialisation. Un lancement de campagne réussi, tant sur les thèmes déployés que sur l'engouement que l'on ressent pour le jeune candidat communiste.

Billy Margueron
membre du CN



"Gwenn Herbin, secrétaire de la section PCF de la Maurienne, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, Léon Deffontaines, tête de liste aux élections européennes, et Billy Margueron, secrétaire départemental du PCF." 08/02/24

Photo : Gilbert Edmond

"Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et Léon Deffontaines, tête de liste aux élections européennes lors de la rencontre publique de Chambéry" 07/02/24 Photo : Catì Leclère



Appel des communistes aux acteurs du logement social, aux locataires et aux forces de progrès de toute la France

Soixante-dix ans après l'appel de l'abbé Pierre, la crise du logement est à son niveau le plus grave. La situation affecte des millions d'habitantes et d'habitants de notre pays. Tous s'accordent à la dénoncer. Mais cela ne suffit pas : il faut agir concrètement et permettre à chacune et à chacun de se loger dignement.

En France, 2,6 millions de ménages sont en attente d'un logement social. En Île-de-France, ils sont 800 000 : un chiffre qui a doublé en 10 ans.

C'est le moment choisi par Gabriel Attal pour attaquer à nouveau le logement social pour faire entrer le logement locatif intermédiaire (accessible à moins de 5 % des demandeurs) dans les quotas de logements sociaux imposés aux communes.

C'est un cadeau énorme aux promoteurs privés qui construisent et veulent faire financer ces logements, qu'ils ne parviennent plus à vendre du fait de la crise économique. Pour le justifier, le logement social est sous le feu nourri de la droite, de l'extrême droite et de leurs serviteurs médiatiques.

Cette nouvelle attaque contre le logement social s'inscrit dans une stratégie politique de destruction de cette création de 1928 avec pour objectif de lutter contre les inégalités.

De la loi Boutin à la loi Élan, l'objectif est de détricoter les politiques qui sortaient le logement de la loi du marché en transformant le logement social en logement pour très pauvres. Alors que 70 % de la population est éligible au logement social, la pénurie amène les préfectures à loger uniquement les personnes en situation de très grande difficulté. Cela fragilise la vie sociale de nos quartiers, qui se ghettoïsent.

À ces attaques directes contre le logement social, nous pourrions ajouter les lois qui s'y attaquent indirectement ou encore les mesures prises par les collectivités territoriales qui remettent en cause ces politiques de solidarité. Tel est le cas en Île-de-France du SDRIF-E qui propose une clause dite « anti-ghetto » qui annonce le retrait des aides régionales à la construction de logements sociaux dans les villes en possédant déjà plus de 30 %, et ceci alors que les chiffres de demandeurs explosent.

Ce qu'il faut, c'est un investissement national et planifié pour répondre aux besoins en matière de logement social.

Nous devons construire 250 000 logements par an et en rénovier 700 000 de plus, rétablir l'aide à la pierre et aller vers un grand service public du logement social, doté de tous les moyens financiers et de maîtrise foncière nécessaires.

Nous refusons le détournement de l'argent du livret A vers les dépenses d'armement. C'est au système bancaire de prendre ses responsabilités



pour contribuer au financement du logement social. La BCE doit agir pour faire baisser les taux de ces crédits.

Nous devons encadrer les loyers et les charges, pour qu'elles ne représentent pas plus de 20 % des revenus d'un ménage. Cela ne peut se faire qu'en allant également vers l'augmentation des salaires et des pensions, en rénovant les passoires thermiques et en maîtrisant le prix de l'énergie. Cela appelle à mettre fin au protocole Arenh et à sortir du marché de l'énergie.

Rapprocher les logements des lieux de travail et améliorer leur performance énergétique est aussi un besoin impérieux face à une autre crise majeure : le changement climatique.

Les communistes appellent tous les acteurs du logement social, tous les locataires, toutes celles et tous ceux qui aspirent au progrès social et écologique à se joindre à leur combat pour un logement digne pour toutes et tous. ✪

Le Conseil national du PCF



L'Appel de Marseille pour construire ensemble les « Jours heureux »

Notre fédération, par la voix de Jérémy Bacchi, a lancé le 26 janvier, lors d'une conférence de presse, l'Appel de Marseille, avec Robin Renucci, acteur et metteur en scène, Fana Rahem, responsable des familles de victimes de l'association Conscience, Pascal Galéoté, secrétaire général CGT du Grand Port Maritime de Marseille, Annick Karsenty, présidente de Femmes solidaires Marseille, Vincent Moutardier, professeur de médecine à l'Hôpital Nord, et Séverine Vernet, professeur des collèges.

Cet appel est le fruit du travail de plusieurs mois du collectif départemental « Quartiers populaires ».

Dans le traitement médiatique sur les trafics de drogue, Marseille est omniprésente, avec près de 50 homicides en 2023 contre 31 en 2022. Tous les quartiers sont concernés, tous les habitants des quartiers populaires sont touchés de près ou de loin par ces assassinats. La commission d'enquête du Sénat sur les « narcotraffics en France » apporte un autre éclairage sur la réalité dans notre pays : 451 victimes en France, dont 30 % ont moins de 20 ans. Cette violence des narcotraffics s'étend à des villes de taille moyenne et un peu partout sur le territoire. Le directeur général de la Police nationale et la cheffe de l'OFAST (Office anti-stupéfiant) l'ont dit : aucun territoire en France n'est épargné.

Marseille ne peut plus être l'arbre qui cache la forêt. C'est un sujet grave de dimension nationale.

Nous avançons des propositions urgentes et concrètes que l'État doit mettre en place, afin de rétablir la justice sociale et la tranquillité publique dans les territoires, ou encore soutenir et accompagner les familles de victimes d'homicides ou de menaces.

Dans notre département, nous avons commencé à distribuer et à faire signer cet appel lors des distributions et des points de rencontre. Cet appel est ouvert à toutes et tous. Il doit être diffusé le plus largement possible, refléter la diversité de notre société, avec des militant-e-s politiques, syndicaux, associatifs, des personnalités du



monde de la culture, de l'enseignement, des journalistes, des sportifs, des élu-e-s. Nous voulons en faire une campagne populaire, ouverte à toutes et tous.

Cet appel est une contribution originale à la construction d'un mouvement citoyen pour obtenir du gouvernement des moyens pour la lutte contre les trafics et les violences. Nous en appelons à un sursaut démocratique et républicain de grande envergure.

Aussi, nous avons besoin de l'implication de tous·tes les communistes, de leurs élu-e-s pour faire vivre l'Appel de Marseille dans notre pays, afin de continuer à construire ensemble les « jours heureux » pour toutes et tous. ✪

Jérémy Bacchi
membre du CEN



plein temps

Activité en direction des retraité-e-s
06.08.81.19.61
d.junker93420@gmail.com

PCF

2024, commençons...

N°75 janvier 2024

Aujourd'hui, alors les tensions internationales connaissent un paroxysme, plus de 50 conflits meurtrissent le monde, que les pays d'Europe semblent se résoudre à laisser perdurer la guerre en Ukraine et en Palestine, nous devons ensemble travailler avec détermination et persévérance pour la Paix, pour que tous ces conflits cessent, pour exiger un cessez-le-feu immédiat en Palestine comme en Ukraine.

nombre de pays, comme la France, rentrent dans une économie de guerre, qui détournent les ressources indispensables pour relever les défis actuels.

C'est bien d'une crise de civilisation qu'il s'agit. Dans un tel contexte, on ne peut répondre que par un projet de profonde transformation sociale, environnementale, économique et politique.

L'alternative à gauche devra entrer en confrontation avec le capital, sa logique et ses pouvoirs, substituer la coopération à la concurrence. La campagne des élections européennes est un moment important pour construire un nouveau rapport de forces social et politique sur les enjeux de transformation en France, en Europe et dans le monde.

QUELLE CONNERIE LA GUERRE

Jacques Prévert

PCF L'Humain d'abord

Le capitalisme porte la guerre

« Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage... » déclarait Jean Jaurès.

L'état des lieux capitalistes... par un banquier :

« ...Le capitalisme est un système à bout de souffle... Il a conduit à un arrêt de la croissance, une explosion des inégalités, un repli sur soi et une perte de sens collectif ». Mathieu Pigasse, directeur général délégué de la banque Lazard en France.

Un projet de transformation profonde

Nous vivons l'aiguïssement des tensions internationales, la conjugaison explosive d'une guerre économique mondiale et de guerres militaires où

Les jours heureux

En ce début 2024, souhaitons-nous une année de bonne santé, de bonheur collectif, de force solidaire et de lucidité pour affronter tous les combats qui sont devant nous, pour la Paix et les jours heureux.

Daniel Junker

DANS CE NUMÉRO

- **Pouvoir d'achat des retraités : relevons le défi** page 2
- **PLFSS : un pas supplémentaire vers la mise à mort de la Sécurité sociale. Annoncez gouvernementales, rien que de l'estrouffe** page 3
- **Le grand âge : la montagne qui accouche d'une souris** page 4

par la PAIX

Panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian

Mardi 20 février

18 h : Cérémonie au Panthéon, en présence d'élus communistes dont Fabien Roussel.

19 h : Table ronde « Avec Manouchian »

Place du Colonel-Fabien

Avec Astrig Atamian (historienne), Olivier Barbarant (poète), Pascal Convert (artiste, auteur), Didier Daeninckx (romancier), Pierre Dharréville (député), Georges Duffau-Epstein (Souvenir des fusillés du Mont-Valérien), Serge Wolikow (historien).

Manouchian poète, avec le concours de la revue *Europe*

Dialogue entre Stéphane Cermakian (traducteur des poèmes de Manouchian, éd. du Seuil) et Jean-Baptiste Para (poète, traducteur, directeur de la revue *Europe*). Lectures par Serge Avédikian.

Mercredi 21 février

10 h : Hommage des communistes

Place du Colonel-Fabien

Ouverture : Igor Zamichiei, coordinateur de l'exécutif national du PCF

Le PCF et l'internationalisme : Yvette Lucas, Amicale des vétérans

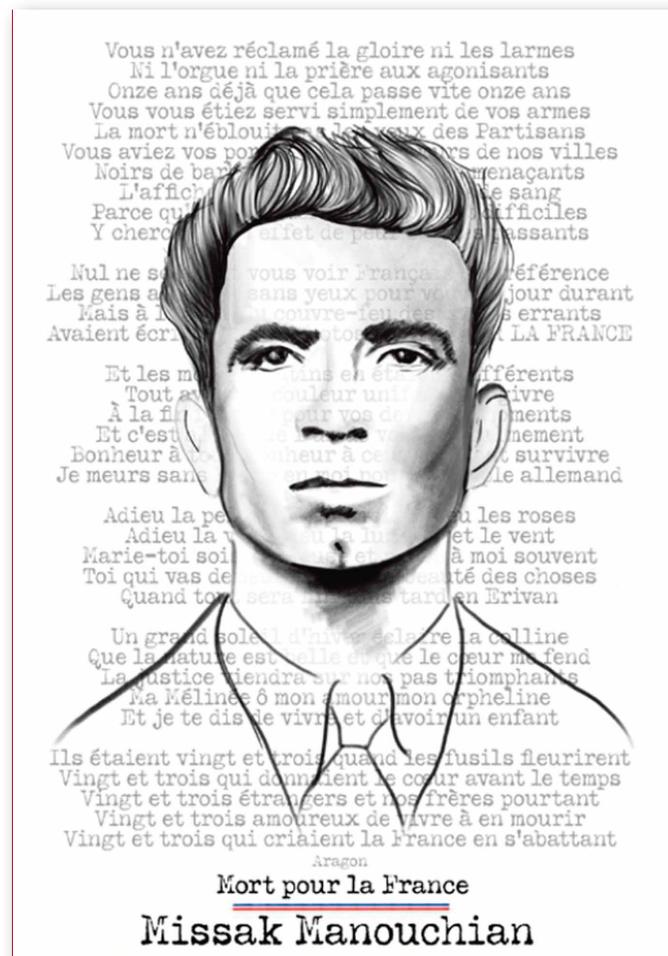
Les communistes et la nation France : Assan Lakehou, secrétaire général du MJCF

Les communistes dans la Résistance et les conquêtes de la Libération : Pierre Ouzoulias, vice-président du Sénat, sénateur des Hauts-de-Seine

16 h : Rassemblement en hommage au 23

FTP-MOI de l'Affiche rouge, coorganisé par la CGT et le PCF

11, rue Plaisance, Paris 14^e



Gérard Streiff
MISSAK ET MÉLINÉE
MANOUCHIAN
Un couple en Résistance
préface de **Didier Daeninckx**
postface de **Jean-Pierre Sakoun**



Une biographie croisée à l'occasion de l'entrée au Panthéon, le 21 février 2024, du célèbre couple de résistants

21 février 1944, prison de Fresnes. Missak Manouchian écrit à Mélinée : « Nous allons être fusillés cet après-midi à 15 heures. [...] Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand. »

Trahi, traqué, arrêté, torturé, jugé par un tribunal militaire allemand avec ses camarades, Missak apparaît au milieu de l'affiche rouge qui recouvre bientôt les murs des villes de France pour attiser la haine contre les « terroristes étrangers, les juifs, les bolchéviques », affiche très vite devenue le symbole du courage et du sacrifice.

Mélinée, sa « petite orpheline bien-aimée », échappera à l'arrestation avec l'aide de la famille Aznavourian. Pour, très vite, reprendre une activité dans la Résistance. Et, après-guerre, entretenir la mémoire des héros des FTP-MOI.

Mais les connaît-on si bien, ces deux apatrides portés par le rêve communiste, rebelles qui s'étaient choisis une patrie : la France ? Missak, le poète, l'idéaliste, le « chef de bande ». Mélinée, la compagne, l'organisatrice, la militante. Gérard Streiff entremêle leurs destins dans ce récit : le génocide, l'exil, l'engagement, la clandestinité, la guérilla, l'exécution au Mont-Valérien. Leur amour resté inachevé et leur légende qui n'a cessé de grandir.

Né en 1949 en Moselle, journaliste et essayiste, **Gérard Streiff** a été correspondant à Moscou du quotidien *L'Humanité* (1982-1986), puis rédacteur en chef adjoint des magazines *Révolution* et *Regards*. Titulaire d'un DEA en histoire de l'IEP Paris, il est l'auteur, notamment, d'*Un soldat allemand dans la Résistance française* (Oskar éditeur, 2011) et *Marie-Claude Vaillant-Couturier. Une vie de résistance* (Ampelos, 2021). **Didier Daeninckx**, romancier multiprimé, est l'auteur de *Missak* (Perrin, 2009 ; Folio, 2018) et des albums jeunesse *Missak, l'enfant de l'affiche rouge* (Rue du monde, 2009) et *Avec les Manouchian* (Oskar, août 2023). Président d'Unité Laïque, **Jean-Pierre Sakoun** préside le Comité pour l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian.

En librairie le 4 janvier 2024, 224 pages – 21 €

Contact presse : LP Conseils / Patricia Ide Beretti
patricia@lp-conseils.com

Tél. : 07 79 82 30 75

« Cuba n'est pas au bord de l'effondrement »

Troisième secrétaire aux Affaires politiques à l'ambassade de Cuba, Ernesto Gonzalez a pris son poste à Paris fin janvier. Ce 11 février, il était dans le Nord pour assister à l'assemblée générale de l'association France-Cuba Lille Métropole.



Vous viviez encore à La Havane il y a trois semaines. Comment décririez-vous la situation de votre pays ?

Ernesto Gonzalez : L'économie cubaine a beaucoup souffert de la pandémie de Covid-19. Heureusement que Cuba a créé son propre vaccin. Mais le durcissement de l'embargo étatsunien et les mesures coercitives du gouvernement Trump à partir de 2019 ont énormément contribué à aggraver la situation. Et le président Biden n'a rien fait contre l'embargo. Avant la pandémie, le secteur touristique comptait plus de 4 millions de touristes. Nous n'avons pas encore retrouvé ce niveau.* Cuba vit également une situation de pénurie des produits importés. Il y a aussi une pénurie de médicaments. L'inflation est très forte. Les familles cubaines souffrent de tout cela, sans compter le prix des carburants. Pourtant, la majorité du peuple demeure confiante envers le gouvernement et la révolution. Il y a une vie culturelle, les

enfants vont à l'école. Nous restons optimistes et nous ne sommes pas au bord de l'effondrement.

Précisément, à Cuba le prix des carburants était l'un des moins élevés au monde. Or, il vient d'augmenter de 500 % depuis le 1er février, passant de 25 pesos le litre d'essence ordinaire à 132 pesos. Pourquoi cette décision du gouvernement ?

H.G. : Le prix des carburants était subventionné. Mais le durcissement de l'embargo américain ne permet pas de poursuivre cette politique. Il a fallu supprimer une partie des aides de l'État pour acheter du carburant. C'est vrai que ce n'est pas facile pour le peuple cubain. Mais cela concerne aussi tous les grands secteurs de l'économie. Les carburants sont nécessaires pour faire tourner les centrales énergétiques, pour le secteur de la santé, qui a besoin des transports, pour la production agricole, pour les transports en commun et pour les transports en général. Et là encore, l'embargo américain est en cause. Un pétrolier qui touche un port cubain est interdit de toucher un port des USA pendant 880 jours. Vous comprenez les conséquences pour les compagnies...

La suppression du peso cubain convertible (le CUC), en 2021, n'a-t-elle pas aggravé l'inflation ?

E.G. : Le sujet des deux monnaies et de la suppression du CUC est difficile. On a parlé de mauvais timing. Mais le pays manque de liquidités et de devises. Si nous n'avons pas de revenus, nous ne pouvons entretenir notre système de santé, notre éducation, etc. Le blocus empêche les investissements étrangers. Et puis, il ne faut pas oublier qu'une semaine avant de partir, le président Trump a replacé notre pays sur la liste des États terroristes. Cela a éloigné de nombreuses institutions bancaires étrangères et de nombreux investisseurs.

Que pensez-vous du soutien des associations comme France-Cuba, ou des groupes d'amitié ?

E.G. : Il est plus que jamais nécessaire. Toutes les aides nous sont utiles, qu'elles soient matérielles ou morales. C'est vrai par exemple pour la soirée de soutien qui sera organisée à Lille, le 2 mars, par les



communistes du Nord, le comité Lille Métropole de France-Cuba et d'autres organisations. Charge à nous, à l'ambassade, de communiquer davantage avec les associations qui nous soutiennent. 🇨🇺

Recueilli par
Philippe Allienne

* En 2022, selon le Bureau national de la statistique et de l'information (ONEI), le secteur du tourisme a enregistré 1,6 million de visiteurs. Toujours selon les chiffres de l'ONEI, ils étaient 4,3 millions en 2019, 356 000 en 2021 et 1,1 million en 2020.

Développons le service public ferroviaire !

Le train est un des atouts majeurs pour notre pays et pour l'Europe. C'est une nécessité pour toute la population : travailleurs et travailleuses, lycéen·nes, étudiant·es, retraité·es. Utile aux usagers, le rail est aussi utile écologiquement pour diminuer la circulation automobile et réduire la pollution, tant pour le transport des personnes que des marchandises. Son développement est de nature à répondre au défi climatique. Le ferroviaire est par ailleurs un élément important pour l'aménagement du territoire et pour lutter pour le désenclavement. C'est enfin un atout pour l'industrie française, en termes d'emplois, d'innovation et de performance.

Pourtant, la situation des transports devient de plus en plus invivable, autant pour les usagers que pour les cheminots qui tentent d'assurer au mieux le service public. Les retards se multiplient, les dessertes sont insuffisantes, les prix trop élevés, les gares déshumanisées.

Depuis 2013 et le 4^e paquet ferroviaire, l'Union européenne oblige l'ensemble des pays à ouvrir à la concurrence leur service ferroviaire.

Tous les pays qui l'ont mis en œuvre, que ce soit l'Angleterre, l'Allemagne ou l'Italie, ont fait face à de grandes difficultés.

Si en France nos TER ont des difficultés et des retards qui s'accroissent, c'est d'abord par manque d'investissement dans les infrastructures : rails, caténaires, signalisations...

Quant à la part modale du fret ferroviaire, elle est passée de 17 à 10 % entre 2000 et 2019, en raison d'un manque de soutien public à ce mode de transport bas-carbone. La situation pourrait encore s'aggraver en raison du contentieux, entre la France et la Commission européenne, au sujet des aides accordées à Réseau ferré de France, qui pourrait aboutir à sa liquidation.

Le rail dans sa globalité a été laissé à l'abandon !

Dans cette situation, comme l'a récemment affirmé Léon Deffontaines : « Il y a urgence à revenir à des logiques de services publics qui ont fait de la SNCF un exemple à suivre partout dans le monde. Des investissements massifs sont nécessaires pour rendre les lignes existantes plus performantes ou pour en créer de nouvelles. »

Nous proposons de :

- ✳ Sortir des paquets ferroviaires en faisant du rail un « service essentiel » afin de reprendre la main sur nos trains.
- ✳ Arrêter la concurrence entre les grands opérateurs historiques (Deutsche Bahn, Renfe, Trenitalia, SNCF...).
- ✳ Créer un pôle public des transports en France avec une SNCF renationalisée.
- ✳ Instaurer la gratuité des TER et des transports urbains collectifs.
- ✳ Investir 10 milliards d'euros en plus chaque année sur 15 ans.
- ✳ Fixer l'ambition de passer la part modale du fret ferroviaire de 10 % à 25 % d'ici 2045.



Le PCF toujours en défense du ferroviaire. Ici le train du « Maraîchage pour Rungis » menacé de suppression.



Un étudiant sur dix a dû dormir dehors par manque d'argent



A lors que la crise du logement et l'inflation frappent de plein fouet les étudiants. Le récent reportage sur le recours étudiant à l'aide alimentaire alerte. A l'heure où trois étudiants sur quatre vivent avec moins de 100 euros par mois, c'est l'urgence sociale sur nos campus.

Par manque d'argent, un étudiant sur dix a dû dormir dans sa voiture ou dehors au cours des douze derniers mois. 54 % des étudiants sautent régulièrement un repas. Un étudiant sur cinq envisage d'arrêter ses études à cause de la vie chère.

Aucune réponse à la hauteur

Contre la précarité étudiante, la ministre fait l'aumône. Le gouvernement asphyxie le secteur du logement social. Avec seulement 82 000 logements sociaux, dont étudiants, ont été financés en 2023. Il prévoit par ailleurs d'économiser 4 milliards d'euros sur les aides au logement en 2024. Dans le même temps, le prix des denrées alimentaires a augmenté de 13,2 % sur l'année 2023.

Face à la situation, la ministre n'annonce qu'une pérennisation des aides

aux associations. La réforme des bourses prévue de longue date promet d'ores et déjà de s'inscrire dans la droite ligne de la cure d'austérité infligée à nos services publics. Les subventions accordées durant la pandémie, à l'origine exceptionnelles, deviennent ainsi une politique permanente de charité qui acte le désengagement de l'État de la lutte contre la précarité.

La précarité n'est pas une fatalité

L'Union des étudiants communistes affirme que pour relever les défis à venir, le pays ne peut pas maltraiter sa jeunesse. La précarité est devenue la première cause d'échec à l'université. Cette situation est le fruit de choix politiques, car la précarité n'est pas une fatalité.

L'UEC revendique donc la création d'un revenu étudiant pour permettre à chacun de se consacrer pleinement à ses études, ainsi qu'une politique de construction de 350 000 logements sociaux étudiants et d'encadrement des loyers dans le parc privé. ✪

Léna Raud



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Victoire historique du Sinn Féin

Les victoires ne sont pas légion pour la gauche européenne par les temps qui courent mais celle-ci est de taille : l'accession de Michelle O'Neill, vice-présidente du Sinn Féin, à la tête du gouvernement d'Irlande du Nord est un évènement de portée historique. Non seulement elle met fin au blocage institutionnel provoqué par les unionistes ultra-conservateurs du DUP qui refusaient le résultat des élections législatives de mai 2022 (il y a 20 mois !); mais encore, eu égard à la popularité du Sinn Féin à la fois dans les six comtés du Nord qu'en République d'Irlande, les perspectives à moyen terme d'une unification de l'Irlande entrent dans le domaine du possible. La présidente du Sinn Féin, Mary Lou McDonald, a déclaré que les « jours de la partition étaient comptés ». Et ce pour la première fois depuis le partage honteux de l'île sous pression de la puissance britannique en 1921.



Dans l'immédiat le gouvernement d'Irlande du Nord, qui comprend quatre ministres du Sinn Féin, devra faire face à des urgences sociales importantes qui concernent l'ensemble de la population : situation déplorable des services publics, manque d'investissement, crise du logement... Autant de questions que l'administration directe depuis Londres sous laquelle vit la région et les unionistes ont méprisées, renforçant ainsi la crise sociale du Nord. En d'autres termes, il faut mettre fin aux politiques d'austérité des conservateurs londoniens et de leurs alliés locaux. Il faudra également faire respecter le protocole irlandais annexé à l'accord du Brexit, établissant de facto la frontière douanière non pas entre les deux parties de l'Irlande, mais bien entre l'Irlande et la Grande-Bretagne, que les unionistes refusent, même dans sa version affaiblie par le cadre de Windsor adopté entre l'UE et le Royaume-Uni en mars 2023. Pire, profitant du blocage institutionnel, les Torys britanniques ont adopté une « loi sur les troubles en Irlande du Nord (héritage et réconciliation) » qui empêche les poursuites judiciaires à l'encontre des soldats britanniques et des paramilitaires pour les crimes commis durant « les temps des Troubles ». 1 200 assassinats restent donc irrésolus ! Cette loi a été critiquée par le haut-commissaire de l'ONU aux

droits de l'homme. La victoire du Sinn Féin est aussi synonyme de justice. Mais le Sinn Féin voit plus loin. Depuis plusieurs années, il développe une perspective transitoire pour conduire à l'unité de l'Irlande à travers une large union citoyenne irlandaise dépassant les divisions communautaires. Vingt-cinq ans après les accords de paix dits du Vendredi Saint, une nouvelle phase peut s'ouvrir. Les services publics et l'égalité des droits sont pour le Sinn Féin le levier de la réunification : un seul système de sécurité sociale, un seul système éducatif pour tous les Irlandais permettraient de rendre concrets les bienfaits d'une république sociale irlandaise s'étendant sur l'ensemble de l'île. Bien entendu, il reste de multiples embûches sur ce chemin : en premier lieu le fait que Sinn Féin puisse arriver au pouvoir en République d'Irlande. Les intentions de vote en vue des élections législatives prévues en 2025 sont très favorables. Les élections européennes de juin prochain devraient donner une première indication en envoyant à Strasbourg une délégation renforcée de députés européens du Sinn Féin. Mais il faudra aussi, et surtout, compter sur les résistances britanniques, qui ne se laisseront pas aussi facilement déposséder d'un des derniers lambeaux de l'empire britannique en Europe (l'autre étant les bases militaires extra-



territoriales à Chypre). Enfin, les réactions de l'Union européenne sont plus qu'incertaines. La bataille est donc devant nous. Elle sera complexe, mais historique.

Car c'est bien une revendication légitime du peuple irlandais de vivre dans une république unifiée qui peut se voir réalisée au cours de la prochaine décennie. L'idée nationale portée par le Sinn Féin d'une nation civique, fondée sur une communauté politique dépassant les divisions de toute sorte, trouve ici toute sa force. Ses racines historiques plongent dans l'héritage de la Révolution française qui a nourri les luttes du peuple irlandais contre le colonialisme britannique depuis la fin du XVIII^e siècle et la révolte des Irlandais Unis de Wolfe Tone (avec une aide militaire française), à l'insurrection de Pâques 1916 et à la proclamation de la République par Pádraig Pearse, aux apports de James Connolly qui allia émancipation sociale et politique et auxquels Michelle O'Neill a fait référence dans son discours d'investiture, aux luttes pour les droits civiques en Irlande du Nord et aux sacrifices des grévistes de la faim contre les conditions de détention des prisons britanniques.

Une nouvelle étape s'ouvre aujourd'hui. Elle peut être décisive. Le PCF, comme il l'a toujours été, reste aux côtés du Sinn Féin et du peuple irlandais pour la réalisation de ses droits nationaux.

Comme le disait Bobby Sands, « notre vengeance sera le rire de nos enfants ». ✪

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriercé,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA